



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Objet :** Benoît Mournet, député sortant des Hautes-Pyrénées, s'engage pour le pouvoir d'achat, le plein emploi et la simplification des normes

Tarbes, le 21 juin 2024,

Le pouvoir d'achat est une attente majeure de nos concitoyens. C'est notre première priorité.

Nous avons voté la suppression de la taxe d'habitation, de la redevance TV, la baisse des impôts sur les revenus surtout pour nos classes moyennes, la baisse des cotisations sociales salariales. Dans des circonstances sans précédent, nous avons mis en place un bouclier tarifaire pour modérer l'impact sur nos concitoyens de la montée des prix de l'énergie.

Les pensions de retraite ont été revalorisées de +5% en 2024, les prestations sociales de +4%, le SMIC et la prime d'activité indexés sur l'inflation pour les porter à 1 747 € brut mensuel, le point d'indice de la fonction publique relevé de 5 points et le salaire des enseignants a été porté de 1700€ à 2 100€ net en début de carrière, et 2 500€ net dans les zones d'éducation prioritaire.

**Nous souhaitons aller plus loin et développer encore le soutien aux classes moyennes qui travaillent et peinent parfois à joindre les deux bouts. Notre objectif est clair : permettre aux Français de gagner plus et de dépenser moins.** Nous souhaitons que les factures d'électricité diminuent de 15% dès l'hiver prochain. Cela est possible grâce à l'accord européen enfin obtenu pour décorrélérer le prix du gaz et de l'électricité. De plus, le prix des fournitures scolaires baissera grâce à des achats groupés. Nous voulons enfin permettre aux entreprises de verser à leurs salariés des primes exonérées de cotisations sociales jusqu'à 10 000€/an pour donner du salaire net directement.

Pour le pouvoir d'achat, la solution est d'abord le développement de l'emploi. Aider les entreprises c'est d'abord aider l'investissement et l'emploi.

Cette politique économique nous a permis de créer 1,7 millions d'emplois, dans un pays trop longtemps rongé par le chômage de masse, d'ouvrir 300 usines, de recruter près d'1 million d'apprentis. C'est un taux d'emploi porté à 70% et un taux de chômage dans notre département qui a diminué de près de deux points.

Comment ? Depuis 2017, par la baisse des impôts de production, la diminution du taux mais l'augmentation du rendement de l'impôt sur les sociétés, le chômage partiel financé par l'UE, les reports de charges et des prêts garantis par l'État à taux réduits, le développement de l'apprentissage et de la formation tout au long de la vie, l'introduction du principe du droit à l'erreur pour libérer les initiatives entrepreneuriales.

Notre territoire a pu bénéficier du plan de relance et du plan France 2030 : ce sont 6 projets et plus de 10 millions d'euros investis par l'État dans le cadre de France 2030 pour nos Hautes-Pyrénées. Nous accompagnons la formation des jeunes aux métiers de l'industrie notamment avec le projet Campus Sud Aero. Notre nouvelle université de technologie de Tarbes est une chance.

Nous récusons avec force les programmes des blocs extrêmes, dont le coût respectif est de 280Mds€ et 140Mds€. Ces programmes reposent sur des promesses inconséquentes pour les uns, sur des tromperies délibérées pour les autres. Ils conduiraient à des hausses d'impôts inéluctables et massives, brideraient l'activité économique et feraient renouer tristement avec le chômage de masse dont la France vient de s'extirper à force de patience et de détermination.

Dans la droite ligne de ce qui a été annoncé par le Premier ministre Gabriel Attal, nous souhaitons nous engager pleinement pour une politique économique responsable, reposant d'une part sur la simplification de la vie des entreprises, et d'autre part sur un effort de longue haleine pour permettre aux Françaises et aux Français qui touche des bas salaires **de « sortir du SMIC »** en retrouvant des trajectoires salariales ascendantes.